le peuple.VS

Numéro 218
Avril 2025



JAB CH-1950 Sion 1
LA POSTE

Rencontre avec le Collectif Résistance Indigène 7

Retour sur le congrès du PSVR à Saint-Gingolph 8

1er mai, c'est bien plus qu'un jour férié

C'est la journée internationale des travailleurs·euses, un moment fort, chargé d'histoire, de luttes et de solidarité. Un moment où, partout dans le monde, on se lève pour rappeler une vérité simple : rien n'a jamais été donné, tout a été conquis.

A l'origine ? Une grève à Chicago, en 1886, pour la journée de huit heures. La répression fut brutale. Des morts, des arrestations, des condamnations. Mais également un élan mondial qui a permis des avancées majeures : congés payés, sécurité sociale, droits syndicaux. Et pourtant, plus d'un siècle plus tard, ces droits sont à nouveau fragilisés ici en Suisse comme un peu partout autour du globe.

Dans notre pays, les injustices sociales persistent. 700'000 personnes vivent sous le seuil

Suite en page 2



Edito

Suite de l'édito

de pauvreté, plus d'un million sont à risque d'y basculer. Les femmes gagnent toujours en moyenne 8,6 % de moins que les hommes, les personnes en situation de handicap restent largement exclues du marché du travail, et les jeunes peinent à trouver des emplois stables, correctement rémunérés. La précarité n'est pas un choix : c'est une violence subie.

En Valais romand, le 1er mai est l'occasion pour nous toutes et tous de rappeler notre engagement. Celui de militant·es proches du terrain, engagés dans les réalités de la jeunesse, des familles et des travailleurs·euses. L'occasion aussi de porter une vision d'avenir qui place la justice sociale, l'égalité et la dignité humaine au cœur de l'action politique. Face à un monde du travail qui se « s'uberise » à outrance et face aux logiques néolibérales qui sacrifient l'humain sur l'autel du profit, il est encore temps de dire stop.

Le 1er mai, c'est aussi l'occasion de célébrer. Célébrer la résistance, les victoires et les solidarités. Célébrer cette flamme qui continue à brûler dans chaque section locale, dans chaque syndicat, dans chaque collectif engagé. Et surtout, célébrer cette capacité à rêver d'un monde meilleur – et à le construire ensemble.

700'000 personnes vivent sous le seuil de pauvreté, plus d'un million sont à risque d'y basculer.

C'est à chacun·e à faire entendre sa voix. A refuser la résignation. A s'engager, ici et maintenant, pour un canton plus juste, plus équitable, plus solidaire. Parce qu'un emploi ne devrait jamais rimer avec précarité. Parce qu'aucun·e travailleur·euse ne devrait avoir à se battre seul pour ses droits.

Le 1er mai, on se mobilise. Le 1er mai, on s'organise. Le 1er mai, on avance ensemble. Notre avenir mérite mieux que l'austérité et l'injustice. Notre voix compte. Rendez-vous jeudi 1er mai sur la place du Scex à Sion pour faire du bruit !

Yoann Bodrito, rédacteur en chef

Humour

Le compte de mème *memespolitiques* connu pour ses publications sarcastiques sur le monde politique a publié cette image sur leur page. Pour celles et ceux à qui la référence échappe : il s'agit d'un détournement humoristique d'un jeune YouTuber, connu pour ses vidéos où il oscillait entre annonces de départ de la plateforme et retours en grande pompe. Le fait que ce mème compare d'une certaine manière Trump à un jeune adolescent indécis et perdu fait d'autant plus sourire tant la politique du « président orange » est impulsive.



Images: @memepolitiques sur instagram

Résister, proposer, progresser



Dans un climat politique de plus en plus polarisé, marqué par la montée des extrêmes, nous devons renforcer notre présence et multiplier les actions concrètes. Au lendemain des élections communales et cantonales, nous ne devons surtout pas nous reposer sur nos lauriers. Tout commence maintenant.

Une réponse socialiste à la droitisation du débat

Le PSVR continue de se renforcer. Avec la création récente d'une nouvelle section dans le Haut-Lac, l'ancrage sur le terrain se consolide et les engagements militants se multiplient. Partout où une présence active s'installe, la population répond favorablement, preuve que l'offre politique socialiste demeure pertinente et nécessaire.

La conjoncture politique, en revanche, reste marquée par une montée inquiétante des droites dures et extrêmes. A l'échelle internationale, la perspective d'un retour de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis incarne un tournant autoritaire aux conséquences mondiales. Cette dynamique nourrit des discours de repli, de haine, de rejet, et influence également les débats européens et suisses.

Le Valais n'échappe pas à ce climat. L'évolution du Grand Conseil vers des positions plus conservatrices, la récente réforme fiscale injuste ou encore l'affaiblissement des capacités d'intervention publique illustrent cette droitisation. Dans ce contexte, il devient essentiel de nommer les dangers : l'extrême droite s'installe, diffuse ses idées et menace les fondements démocratiques, les droits fondamentaux, l'Etat de droit.

C'est dans cet esprit qu'une résolution des Jeunesses socialistes du Valais romand a été acceptée lors du Congrès de Saint-Gingolph. Elle rappelle l'importance d'une vigilance constante et d'un engagement clair face à cette menace. Le combat contre les extrêmes ne peut se limiter aux mots : il doit se traduire en actes, en positions fermes, en alternatives crédibles.

Des projets concrets pour une société plus juste

Le PSVR apporte ces réponses. L'initiative pour le plafonnement des primes maladie, qui propose une limite à 10 % du revenu des ménages, vise à soulager concrètement les familles tout en affirmant une vision solidaire du système de santé. Elle s'inscrit dans la continuité de la victoire populaire sur la 13e rente AVS et confirme que lorsque la gauche agit, des avancées sociales sont possibles.

D'autres projets témoignent de cette volonté de faire bouger les lignes. L'initiative pour un salaire minimum cantonal, déposée avec les partenaires de gauche, est une avancée majeure pour la dignité au travail. Et celle sur la place financière, en cours, vise à garantir que les entreprises domiciliées en Suisse respectent des standards sociaux et environnementaux – ici comme ailleurs.

Au-delà de ces projets, la dynamique électorale reste encourageante. Le PSVR progresse, consolide ses positions, élargit sa base. Chaque suffrage gagné, chaque siège disputé de près, témoigne d'un travail de fond, persévérant, qui porte ses fruits. Rien n'est acquis, mais tout reste possible. A condition de ne pas relâcher l'effort.



Enfin, un mot de remerciement s'impose à l'adresse de deux membres du Comité directeur qui ont récemment remis leur mandat. Martine Rouiller, engagée de longue date pour l'égalité, a toujours su proposer des idées pertinentes et motivantes – encore tout récemment, avec une contribution spontanée à l'argumentaire de notre initiative. Benoît Barras, après dix années d'engagement dans divers comités des JSVR et du PSVR, laisse une empreinte durable sur le travail collectif mené au sein du comité.

Leur succession est désormais assurée par Emilie Dupuis et Ludovic Epiney, à qui reviennent les félicitations et tous les vœux de succès dans ce nouveau rôle.

La lutte continue, camarades !

Clément Borgeaud, président du PSVR



L'Appel du 1er Mai: La solidarité plutôt que la haine, l'union fait la force!

Chaque année, le 1er mai est un moment de rassemblement, de lutte et de solidarité internationale pour les travailleurs du monde entier. Cette année, à Sion, nous appelons à une mobilisation générale sous le slogan: «La solidarité plutôt que la haine, l'union fait la force».

Ce n'est pas seulement une journée de revendications, mais un appel à l'unité face aux forces qui attaquent nos droits sociaux et cherchent à diviser la classe ouvrière.

L'attaque contre les droits sociaux et l'injustice économique

Aujourd'hui, le monde du travail est attaqué de toutes parts. L'extrême droite, les multinationales et les élites économiques mènent une contre-révolution contre les progrès sociaux des dernières décennies. L'égalité des genres, les droits des travailleurs et les acquis sociaux sont menacés. Alors que l'économie croît, les travailleurs voient leur pouvoir d'achat diminuer.

Cette situation est exacerbée par une politique de haine et de division. Les migrants sont désignés comme boucs émissaires, tandis que les vrais problèmes, comme la précarisation du travail et l'augmentation des inégalités, sont laissés de côté. Cela se traduit par des mesures de plus en plus restrictives envers les migrants, une instrumentalisation de la question de l'asile et des politiques de fermeture des frontières.

L'unité des travailleurs, quel que soit leur pays d'origine

Nous devons répondre à ces attaques en affirmant notre solidarité, au-delà des frontières et des nationalités. La solidarité internationale est essentielle. Nous sommes salarié·es, et tant que nous serons divisés, nous serons vulnérables face aux forces qui cherchent à exploiter notre travail. L'époque des travailleurs saisonniers séparés de leur famille n'est pas très éloignée. Il y a 60 ans, 88 ouvriers dont 56 italiens, valaisans et d'autres nationalités ont perdu la vie avec l'effondrement du glacier. Les sacrifiés de Mattmark démontrent encore aujourd'hui que notre économie progresse grâce à des bâtisseurs, à des employé·es exécutant des tâches pénibles, répétitives avec potentiellement des risques impactant la santé. Aussi au-delà de notre nationalité ou genre, les salarié·es se retrouvent autour des luttes pour des conditions de travail dignes, des salaires équitables et une répartition juste des richesses.



L'union fait la force

En 2024, les fédérations syndicales de l'USV avec les forces progressives ont remporté plusieurs victoires grâce à des campagnes de terrain efficaces. Parmi les succès, on peut citer: le rejet de la modification de la loi sur la prévoyance professionnelle, la treizième rente AVS et l'opposition à l'extension des horaires d'ouverture des magasins en Valais. Ces victoires montrent l'importance de l'engagement syndical pour défendre les droits sociaux de tout un chacun.

Ce 1er mai est un jour pour dire non à la division et à l'exploitation. Venez à Sion pour faire entendre votre voix et montrer que la solidarité entre travailleurs est plus forte que les tentatives de division.

Ensemble, nous pouvons repousser les menaces et construire un avenir plus juste pour toutes et tous. La solidarité plutôt que la haine, l'union fait la force !

On vous attend le jeudi 1er mai dès 17 heures à la place du Scex à Sion.

Ravitaillement organisé par l'Associazione ItaliaValais.

Prennent parole :

Mathias Reynard, président du Gouvernement VS – Domenico Mesiano, président de l'Associazione ItaliaValais – Nicolas Irus, secrétaire régional Syndicom – Patricia Constantin, présidente du Grand Conseil.

Pour l'Union Syndicale Valaisanne
Francine Zufferey,
présidente

UDC et CEDH : une dérive autoritaire et fasciste



Contexte politique

Durant la session de mai 2024 du conseil national, un élu de l'Union démocratique du centre (UDC) valaisan, Michael Graber, dépose une motion devant le parlement. Celle-ci enjoint le Conseil fédéral à dénoncer l'adhésion de la Suisse à la CEDH, en réaction à l'arrêt des « aînées du climat » rendu par la Cour européenne des droits de l'homme (CourEDH), condamnant la Suisse en raison de sa politique climatique insuffisante. Si l'arrêt est pertinent concernant les choix pris par la Confédération au regard des accords internationaux qu'elle avait passés, c'est bien la réaction de l'UDC qui, tout en cristallisant sa position vis-à-vis des instances judiciaires internationales, doit être mise en lumière.

Depuis son entrée en vigueur pour l'Etat helvète en 1974, la Convention européenne des droits de l'Homme (CEDH) a contribué à garantir le respect des droits fondamentaux de toutes les personnes présentes sur le territoire suisse. Cette convention et ses protocoles contiennent une série de droits fondamentaux qui sont directement applicables par nos tribunaux suisses. La CourEDH juge en instance de recours des tribunaux nationaux. Elle traite des cas de violation de ces droits en tant que tribunal neutre, international, qui donc se porte garant du maintien de la démocratie et l'état de droit en Europe.

Notons que l'adhésion à ladite convention est obligatoire pour les membres du Conseil de l'Europe. La dénoncer nous ferait automatiquement expulser de cette organisation, ce qui jetterait un certain ridicule sur la Suisse dite « internationale », et restreindrait beaucoup son attrait diplomatique. Nous rejoindrions la Russie de Vladimir Poutine, autre pays expulsé du Conseil.

Application de la CEDH en Suisse : une nécessité ?

Si beaucoup pensent que la Constitution fédérale nous octroie une protection suffisante, la Suisse est un cas à part en Europe, avec une justice constitutionnelle pour le moins originale.

Lorsque le pouvoir législatif ou exécutif se retrouve tout puissant, même s'il est démocratiquement élu, il fait plonger par définition le pays dans un régime a minima autoritaire, propice aux dérives fascistes.

Pour commencer, une constitution étatique a pour fonction principale d'organiser l'Etat (et ses institutions), mais aussi de définir ses valeurs, les droits fondamentaux inaliénables de ses citoyens. En clair, c'est la marge de manœuvre dans laquelle l'administration fédérale va pouvoir

s'organiser, qui instituera des mécaniques de contre-pouvoirs, qui garantira des droits fondamentaux pour ses citoyens. Cette protection est absolument nécessaire pour protéger les justiciables d'une assemblée législative (qui édicte les lois en vigueur dans le pays) toute puissante, qui pourrait de façon arbitraire créer des lois discriminatoires, violentes. L'Etat plongerait dans une dérive utilitariste où les intérêts majoritaires représentés au gouvernement pourraient exploiter sans limite les groupes sociaux minoritaires, discriminés ou tout simplement moins représentés vis-à-vis des classes dirigeantes au pouvoir.

Lorsque le pouvoir législatif ou exécutif se retrouve tout puissant, même s'il est démocratiquement élu, il fait plonger par définition le pays dans un régime a minima autoritaire, propice aux dérives fascistes.

Car oui, contrairement à la conception populaire, une démocratie ne se caractérise pas seulement par son mode d'élection. Il faut également une égalité devant la loi et un respect des droits fondamentaux, pour former un état de droit. Et c'est bien là le problème !

En Suisse, l'article 190 de la constitution exprime ce principe : « Le Tribunal fédéral et les autres autorités sont tenus d'appliquer les lois fédérales et le droit international ». Les juges fédéraux, face à une loi anticonstitutionnelle (par hypothèse, contraire à des droits fondamentaux), sont tenus de l'appliquer (tout en essayant d'interpréter la loi le plus conformément possible à la constitution). Rappelons d'ailleurs que les juges fédéraux sont nommés par le pouvoir législatif, ils dépendent donc des forces politiques en présence.



En somme, si l'Assemblée fédérale décide consciemment d'adopter une norme enfreignant directement et sans ambigüité la constitution, les tribunaux seront tenus de l'appliquer. Cette protection s'étend même au gouvernement, qui lui aussi adopte des ordonnances, un instrument législatif qui a un pouvoir tout aussi contraignant que des lois. Ceci est d'autant plus inquiétant car les ordonnances du Conseil fédéral ne sont soumises à aucun contrôle démocratique, échappant au référendum, qui permet au peuple de s'exprimer sur les lois de l'Assemblées fédérales.

La CourEDH : un garde-fou nécessaire

La bonne application des droits fondamentaux dépend donc de juges visiblement liés par la composition du pouvoir législatif (de majorité conservative bourgeoise), qui sont contraints d'appliquer des lois ou des ordonnances découlant du même pouvoir ou d'un pouvoir dérivé. Sans CEDH, sans CourEDH, l'Assemblée et le Conseil fédéral disposent d'une marge de manœuvre colossale, autoritaire. On ne peut qu'imaginer les conséquences sur toutes les cibles de l'extrême-droite bourgeoise, les travailleurs prolétaires, les étrangers, les citoyens d'autres confessions, tous se verraient soumis à des lois qui pourraient atteindre directement leurs droits fondamentaux.

Sans la CourEDH, l'extrême-droite ferait un pas de plus vers son idéal fasciste et autoritaire, où l'Etat serait au service d'idées discriminantes et anti-démocratiques.

Luttons contre la politique nationaliste de l'UDC, défendons nos droits fondamentaux !

Rémy Mottier

Pub

Société Immobilière Rue de Conthey N°2 S.A., Sion

CONVOCATION

Les actionnaires sont convoqués
en Assemblée générale ordinaire le :

Mardi 27 mai 2025 à 18 h

A la maison socialiste, Rue de Conthey 2, à Sion

L'ordre du jour est le suivant:
1. Contrôle des présences
2. Approbation du procès-verbal de la dernière séance
3. Rapport administratif
4. Comptes de l'exercice 2024
5. Rapport de l'organe de contrôle
6. Décharge aux organes de la société
7. Renouvellement statutaire du Conseil d'administration
8. Divers

Les comptes de l'exercice 2024, le rapport de contrôle ainsi que le procès-verbal de la dernière Assemblée générale, sont mis à la disposition des actionnaires au secrétariat du PSVR – Rue de Conthey 2 à Sion, dès le 10 mai. Ils seront consultables les lundis et jeudis de 10 h à 15 h sur rendez-vous.

Sion, le 3 avril 2025 Le Conseil d'administration

Rencontre avec le Collectif Résistance Indigène

Le Collectif Résistance Indigène (CRI) est un collectif de lutte antiraciste, anticolonialiste et anti-impérialiste basé en Valais. Créé en avril 2024 par une bande d'amis – principalement de jeunes femmes – qui ne supportaient plus de rester silencieuses face aux injustices aux quatre coins du monde.

Un des points de bascule aura été la brutale agression israélienne à Gaza et la certaine indifférence du monde occidental. L'impuissance face aux massacres a rapidement laissé place à une volonté collective d'agir. Conscients que le monde ne changera pas du jour au lendemain, l'important était de se faire entendre et de dénoncer la colonisation et l'impérialisme qui faisaient des dizaines de milliers de morts non loin de la Suisse. En seulement une journée, le collectif composé d'une dizaine de membres était né.

Le premier événement organisé par le groupe a été une collecte de fonds, l'été dernier, en soutien à l'association du docteur Hicham El Ghaoui, qui œuvre pour apporter une aide médicale aux habitants de Gaza.

Par la suite, le collectif a souhaité marcher en soutien au peuple palestinien. Il aura fallu une grande détermination pour aboutir à la manifestation du 30 novembre 2024, malgré plusieurs entretiens avec la police, des appels téléphoniques au ton parfois menaçant, des remarques déplacées et même des allusions au terrorisme visant les organisateurs·trices.

La rédaction du Peuple.VS s'est entretenue avec des membres du collectif, qui confirment que les autorités ont tenté de leur mettre des bâtons dans les roues : *« En plus des multiples entretiens – parfois longs de deux heures – la police nous exigeait de placer un agent de sécurité tous les 100 mètres. Ils ont insisté pour connaitre le nombre exact de personnes prévu alors que c'était une inconnue comme souvent dans les manifs ».* Et d'ajouter : *« L'autorisation s'est faite attendre malgré les démarches anticipées que nous avions entreprises. Ce n'est que dix jours avant l'événement que nous avons reçu l'aval officiel des autorités. »* Au final, environ 800 personnes ont défilé dans les rues de Sion en signe de soutien à la Palestine et au Liban. Bien aidé par d'autres collectifs d'ici ou d'ailleurs, le CRI a pu faire résonner les chants de soutien aux nombreuses victimes de la barbarie du régime sioniste. Rythmée par des slogans revendicatifs et des témoignages poignants, la marche s'est déroulée pacifiquement à travers la ville.

Du point de vue des organisateurs·trices, on parle d'un franc succès, d'autant plus pour une première. Dans les nombreux retours positifs, ils et elles étaient nombreux à faire part de leur reconnaissance d'avoir organisé cette journée en Valais. Compte tenu de la mobilisation, avec seulement une poignée de jours pour s'organiser et diffuser l'appel, nul doute que l'envie de continuer la lutte était présente.



Début janvier, le collectif s'est associé avec l'association Les colibris de Tania pour organiser un échange avec le Docteur Hicham El Ghaoui à l'Ambassade à Sion. Les récits bouleversants de l'horreur vécue à Gaza ont profondément marqué bon nombre des personnes présentes. Une collecte de fonds a également été mise en place dans le but de financer des repas dans la Bande de Gaza.

Fort de ces événements récents, le Collectif Résistance Indigène est déjà en pleine réflexion pour lancer de nouvelles actions. L'important étant aussi de rester cohérent dans la lutte car le groupe a un objectif assez clair : *« Notre engagement a pour but d'envoyer un message clair à nos représentant·es politiques afin d'ouvrir un espace d'expression pour les voix valaisannes et suisses, solidaires des luttes des peuples opprimés à travers le monde, et de permettre l'organisation d'une immigration post-coloniale face aux politiques coloniales, impérialistes ou racistes en Suisse et ailleurs. »*

Propos recueillis par la rédaction

Retour sur le congrès du PSVR à Saint-Gingolph

Réuni en congrès à Saint-Gingolph le samedi 12 avril, le Parti socialiste du Valais romand (PSVR) est revenu sur les récentes élections cantonales et s'est tourné vers les perspectives d'avenir.

Après les mots de bienvenue du président de la commune hôte, Gérald Derivaz, qui a vanté les charmes de ce village singulier niché entre lac et montagne, l'assemblée a pu écouter le discours d'Esther Posse, la présidente de la section du Haut-Lac. Fondée en 2005, la section a marqué une pause quelques années plus tard. Le 4 juin 2024, après 13 ans d'absence de militantisme socialiste, l'extrémité du canton a eu la joie de voir renaître un groupe dynamique et engagé pour les causes chères à la gauche valaisanne. L'automne dernier a même vu la socialiste Antigona Berisa rentrer au conseil communal de Saint-Gingolph.

La suite de l'après-midi s'est poursuivie par les mots du président du PSVR, Clément Borgeaud. Il a profité du temps de parole pour évoquer les élections cantonales, chiffres à l'appui. Il a salué les résultats globalement positifs, mettant en avant un parti vivant et dynamique, bien ancré dans l'ensemble du canton. Le retour de Trump, ainsi que le vent réactionnaire qui souffle dans le monde et trouve un certain écho en Suisse, n'a pas manqué d'interpeller le Chablaisien. Ce dernier a rappelé l'importance de résister face à cette montée de la droite qui sacrifie les droits humains sur l'autel du néolibéralisme. Le score canon du conseiller d'Etat Mathias Reynard a également été mis en avant en rappelant que le Saviésan a fini premier dans le Valais romand. Les valeurs socialistes conservent une réelle résonance en Valais. A l'image de la votation sur la treizième rente ou sur le plafonnement des primes, les Valaisan·nes ont choisi de soutenir les idées portées par la gauche plutôt que de suivre le camp bourgeois pourtant majoritaire dans le canton. C'est dire si la marge de progression est importante. Enfin, le discours s'est conclu par des remerciements chaleureux à Martine Rouiller et Benoît Barras, qui quittent le comité directeur après des années de bons et loyaux services au sein du PSVR. Emilie Dupuis et Ludovic Epiney ont été désignés pour occuper les sièges vacants, leur nomination ayant été approuvée par acclamation.

Estelle Revaz a rappelé qu'une personne sur cinq en Suisse n'est pas en mesure de payer une facture supérieure à CHF 2500.-.

La salle communale a ensuite pu écouter l'intervention sincère et engagée de l'invitée du jour, la conseillère nationale genevoise Estelle Revaz. La native de Salvan a débuté son discours en parlant de ses racines valaisannes qui font sens quand «tout fout le camp». Elle a abordé trois thématiques qui lui tenaient à cœur dans sa nouvelle vie de politicienne:

1. **La précarité:** avec 700'000 personnes vivant dans la pauvreté et plus d'un million menacées d'y basculer, le constat est alarmant pour notre pays. Estelle Revaz a rappelé qu'une personne sur cinq en Suisse n'est pas en mesure de payer une facture supérieure à CHF 2500.-. Elle a également évoqué la précarité dans le monde culturel, où un·e artiste perçoit en moyenne un revenu mensuel de 3300 francs.





2. **L'égalité :** Les femmes touchent en moyenne un salaire inférieur de 8,6 % à celui des hommes. L'alinéa sur l'égalité entre hommes et femmes, inscrit dans la Constitution depuis 1981, n'a que peu influencé la politique salariale en Suisse. Il a également été question des travailleuses indépendantes qui reçoivent en moyenne 20 % de moins que leurs homologues masculins. Enfin, un sujet peu médiatisé mais pas des moindres : la discrimination des algorithmes. Des plateformes comme Spotify s'appuient principalement sur l'historique musical pour mettre en avant les artistes. Or, comme souvent en ce qui concerne le passé, les femmes y ont été largement invisibilisées. Un cercle vicieux se crée ainsi, où ce sont systématiquement des artistes masculins qui occupent la scène, encore aujourd'hui. Résultat : les festivals ont tendance à programmer presque exclusivement des hommes dans leur lineup, à l'instar de Sion sous les étoiles, qui a réussi l'exploit de ne présenter aucune femme parmi ses têtes d'affiche l'an dernier.

3. **Engagement :** le dernier point mis en avant par la conseillère nationale est l'engagement citoyen. Elle l'a reconnu elle-même, elle n'a jamais été très active, allant jusqu'à ne pas toujours voter et accepter avec résilience son sort. Le covid a été vécu comme un déclic en prenant conscience de l'extrême précarité dans laquelle de nombreuses personnes se sont retrouvées, oubliées ou marginalisées par le système. Reprenant les mots de Sartre : *« La vérité n'est pas dans un seul rêve mais dans beaucoup de rêves »,* elle a conclu sa prise de parole en félicitant toutes celles et ceux qui s'engagent au quotidien pour un monde meilleur.

Mathias Reynard a pris place sur la scène pour une dizaine de minutes de discours de remerciements pour toutes celles et ceux qui s'étaient mobilisés pour la campagne au Conseil d'Etat. Il a rappelé que la mobilisation sur le terrain était dans l'ADN du parti, proche des préoccupations des citoyens. Il est ensuite revenu sur les dossiers en cours, notamment l'inclusion des personnes en situation de handicap. Le Valais devient ainsi le deuxième canton à prendre véritablement en compte l'avis des principaux concernés par ces enjeux. Le Saviésan a profité de l'occasion pour appeler à résister à l'extrême droite et au néolibéralisme, qui gagnent en influence. Il a terminé son discours en invitant les camarades à célébrer la présidence socialiste du gouvernement valaisan lors d'une fête qui se tiendra en juin dans sa commune d'origine.

Emmanuel Amoos qui remplace Mathias Reynard, c'est comme un air de déjà-vu. C'est ce que les délégués du PSVR ont pu observer devant eux sur l'estrade durant ce congrès. En effet, l'auditoire a pu écouter les mots de l'unique socialiste valaisan à Berne. Le Venthônois a, comme ses prédécesseurs, mis en garde contre la montée de l'extrémisme de droite. *« Nous devons nous ériger en rempart et défendre notre démocratie comme un trésor »* a-t-il résumé. Il a par la suite abordé les sujets en cours au conseil national en profitant pour saluer l'initiative pour l'avenir (IPA) qu'il considère comme parfaitement juste.

C'est précisément cette initiative qui a été abordée lors de la discussion des trois résolutions à la fin du congrès. La Jeunesse socialiste du Valais romand (JSVR), par le biais d'Aline Moret, est venue défendre cette initiative. A l'unanimité, moins une abstention, la salle a apporté son soutien à cette résolution des JSVR. Les deux autres textes demandant de prendre au sérieux l'extrême droite ainsi qu'à agir concrètement contre les violences domestiques et les féminicides ont quant à eux été unanimement approuvés.

Yoann Bodrito

Le football féminin dans l'histoire

Beaucoup pensent que le football féminin est récent, mais ce n'est pas le cas. Déjà en 1881 en Angleterre, on retrouvait des femmes, principalement des bourgeoises, s'adonnant à ce sport. Elles jouaient en pantalon et cela ne plaisait pas au public exclusivement masculin.

Lors de la première rencontre internationale de football féminin entre l'Ecosse et l'Angleterre, le *Glasgow Herald* écrivait : « D'un point de vue de footballeur, le match était un fiasco, même si certaines avaient l'air de comprendre le jeu ». Le reste du commentaire concernait la tenue des joueuses. A cette époque, des émeutes avaient lieu parfois et on traitait déjà les femmes d'hystériques car pour de nombreux hommes, le football était un bastion de la virilité. Lors du deuxième match entre les deux nations britanniques, joué devant 5000 spectateurs, des centaines d'hommes sont rentrés sur la pelouse pour bousculer les joueuses qui ont dû fuir du terrain.

Quelques années plus tard, le British Ladies FC, premier club féminin de l'histoire, s'est distingué en remportant des matchs face à des équipes masculines. Ce qui n'a certainement pas atténué « l'anxiété masculine face à la remise en question de la hiérarchie des sexes », mise à mal par la popularité croissante des joueuses. Par la suite, le manque de financement et la pression exercée par les hommes mettront un coup d'arrêt au football féminin pendant plusieurs années.



L'équipe féminine de Dick, Kerr Ladies en 1920.

C'est seulement l'arrivée de la guerre et le déploiement massif des soldats britanniques qui donnera l'opportunité aux femmes de se remettre à jouer au ballon. Dans le cadre de l'effort de guerre, les usines sont reconverties en chaine de montages d'armes. L'industrie recrute massivement des femmes issues de la classe ouvrière afin de palier le départ des hommes au font. Surnommées les « munitionnettes », ces jeunes femmes travaillent 12 heures par jour en manipulant des objets dangereux. Comme pour les hommes, le patronat instaure des activités sportives ou récréatives au sein des usines. Ceci dans le but de les empêcher à trop s'émanciper du cadre patriarcal en allant au pub ou « pire » en se syndicalisant. Plus des 150 équipes de « munitionnettes » voient le jour. Les footballeuses jouissent d'une bonne image à ce moment en étant considérées comme de vaillantes héroïnes qui expriment pleinement leur patriotisme. Les matchs se jouent régulièrement devant plus de 10'000 personnes. Le point d'orgue sera l'année 1920 lors du traditionnel jour du Boxing Day avec plus de 53'000 spectateurs au Goodison Park de Liverpool pour admirer les Dick, Kerr Ladies l'emporter face au St. Helen's Ladies.

C'est seulement l'arrivée de la guerre et le déploiement massif des soldats britanniques qui donnera l'opportunité aux femmes de se remettre à jouer au ballon.

Malheureusement pour elles, la guerre ayant sonné le glas des munitionnettes, peu à peu le football féminin perd de son prestige. Les compétitions masculines ayant repris, une forme de concurrence s'installe. Pour beaucoup, dont la fédération, le succès des femmes dans ce sport ringardise celui des hommes. Les instances dirigeantes vont progressivement tenter d'interdire football pour les femmes. Des sanctions sont mêmes prévues pour les équipes mettant à disposition des terrains pour que les équipes féminines s'entrainent. A côté de cela, un « backlash » brutal intervient dans la société avec une remise en question totale de certaines libertés obtenues par les femmes. L'idée que le football soit un sport dangereux pour les dames fait son chemin dans la société. L'entraîneur d'Arsenal de l'époque dira même qu'en cas de blessure « leurs devoirs futurs en tant que mère seraient gravement compromis ». En l'espace de quelques années, le football féminin disparaît presque totalement de la circulation. Il faudra attendre cinquante ans en Angleterre avant que la Football Association revienne sur son bannissement des femmes au ballon rond.

Yoann Bodrito, rédacteur en chef

Jusqu'à quand la politique de l'autruche dans le domaine de la santé ?



Alors que les coûts explosent et que les primes s'envolent, la Suisse persiste à traiter la santé comme une marchandise. Face à l'immobilisme politique, il est urgent de repenser en profondeur notre système, pour qu'il serve la vie plutôt que les logiques de profit.

Coup sur coup, nous avons appris que la franchise minimale allait augmenter, que les caisses maladie auraient désormais la possibilité de refuser certains prestataires de services et – sans surprise – qu'à l'automne, les primes maladies allaient une fois de plus prendre l'ascenseur.

Petit baume au cœur : une assemblée citoyenne a proposé, entre autres, que la Confédération élabore enfin une loi sur la santé. Une législation qui faisait toujours défaut au niveau fédéral. Car si nous n'avons pas chômé depuis des décennies pour fixer le cadre financier de l'assurance maladie, nous avons été bien plus paresseux lorsqu'il a fallu définir un cadre sanitaire général.

Le Parti socialiste valaisan, de son côté, récolte des signatures pour un plafonnement des primes maladies à 10 % du revenu des ménages. C'est bien, cela offrira un peu d'air aux ménages. Mais ne mentons pas à la population : cela ne fera que poser un emplâtre sur la jambe de bois qu'est devenu le système de santé en Suisse.

Pour évoluer, il faut que le système de santé sorte du paradigme du profit ! La santé n'est pas un secteur comme un autre. Lorsqu'on parle de la vie, au sens premier du terme, on ne peut – on ne doit – pas réfléchir en termes de rentabilité. Freiner les coûts de la santé en réduisant les prestations d'un côté, et augmenter les primes pour renflouer les caisses de l'autre, ne changera absolument rien.

Lorsqu'on parle de la vie, au sens premier du terme, on ne peut – on ne doit – pas réfléchir en termes de rentabilité.

Aujourd'hui, il serait courageux de refondre complètement le système de santé suisse :

- Dépasser le fédéralisme, en la matière. Dans un pays de 8 millions d'habitants pour 41'285 km², c'est un non-sens – notamment pour la création de pôles de compétences disciplinaires.
- Renforcer la prévention contre les risques sanitaires, tant au niveau cantonal que fédéral, car il n'est pas de meilleure économie dans la LAMal qu'une maladie qui ne survient pas.
- Améliorer le système de formation et de formation continue de tous les acteurs de la santé, afin d'avoir les meilleures personnes aux meilleurs endroits.
- Refonder le financement de l'assurance maladie, afin qu'il ne soit plus une charge insoutenable pour les ménages, via des primes par tête, mais devienne un vrai système solidaire, fondé sur une prime calculée en fonction du revenu.



- Reprendre en main la production pharmaceutique, afin de garantir un approvisionnement de qualité, sûr, et à des montants qui n'enrichissent pas les actionnaires mais participent à l'élaboration concrète de stratégies de développement et de recherches médicales.
- Stimuler la recherche médicale, afin de développer de nouveaux remèdes, médicaments et thérapies.

Avec ces mesures, on pourrait attaquer à la racine le problème du financement de la santé, sans réduire les prestations. Et surtout, sortir de la logique de rentabilité imposée par la vision néolibérale de la société. Nous pourrions enfin bâtir une véritable politique de la santé, qui s'étende de l'acte médical à la recherche.

Valentin Aymon

le peuple.VS

Abonne-toi ou souscris un abonnement supplémentaire à Fr. 5.- ici

11 mm

Depuis le 1er février jusqu'au 10 avril 2025, il n'est tombé que 11 mm de pluie à Sion. Ce phénomène va dans la continuité des évènements extrêmes qui touchent le Valais comme le monde entier.

Le vengeur masqué



Ah, quelle démonstration exemplaire du maintien de l'ordre à Sion dimanche 13 avril en marge du match entre le FC Sion et le Servette FC ! Rien de tel qu'une descente musclée dans un bar rempli de supporters·trices attablés au bar et de client·es tranquilles pour montrer qui commande. Matraques, spray au poivre, gaz lacrymogène et flash-balls… ambiance festive garantie par notre police cantonale. Et puis, pourquoi attendre qu'un délit soit commis quand on peut intervenir avant qu'il ne se produise ? L'anticipation, c'est la clé. Dommage pour les blessé·es, choqués, et cette personne en situation de handicap touchée « par erreur » – mais bon, il faut bien quelques dégâts collatéraux pour préserver la paix, non ? Bravo les artistes.

13 mai	**18 h 30**	**Comité directeur**
21 mai	**18 h 30**	**Conférence publique sur la politique de sécurité avec Pierre-Alain Fridez Martigny**
17 juin	**18 h 00** **19 h 00**	**Comité directeur** **Conseil de parti**
26 août	**18 h 30**	**Comité directeur**
30 sept.	**18 h 00** **19 h 00**	**Comité directeur** **Conseil de parti**

PS Parti socialiste du Valais romand

Le peuple.vs est produit par une rédaction composée de militant·e·s. La rédaction est ouverte à chaque membre du PSVr. Nous accueillons volontiers vos textes à l'adresse: redaction@le-peuplevs.ch (max. 1700 caractères).

Impressum

Mensuel
14e année

Site internet : www.lepeuplevs.com

Rédaction : Yoann Bodrito
redaction@le-peuplevs.ch

Abonnement : annuel CHF 95.–
de soutien CHF 130.–
supplémentaire CHF 5.–
membres JSVr CHF 50.–
abonnement@le-peuplevs.ch

Tarifs de publicité : CHF 200.– (1/8 page)
CHF 400.– (1/4 page)
CHF 800.– (1/2 page)
CHF 1600.– (page complète)

Administration et publicité : Le Peuple.VS
Rue de Conthey 2 - 1950 Sion
079 443 76 41
publicite@le-peuplevs.ch

Maquette: Romaine Zufferey

Parution: 11 numéros par année